



**AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE
MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES
GESTION DE DEUX MULTI-ACCUEILS SUR LES COMMUNES DE VIVONNE ET
ITEUIL**

1) Identification du Pouvoir Adjudicateur :

Etablissement Public Territorial : Communauté de communes des Vallées du Clain.

Représentée par son Président : M. Gilbert BEAUJANEAU

25 route de Nieuil - 86340 LA VILLEDIEU-DU-CLAIN

Tel : 05 49 89 02 89 - Courriel : accueil@valleesduclain.fr - Adresse Internet : www.valleesduclain.fr

Adresse du profil acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

2) Procédure de passation :

Marché public de services, couvert par l'accord AMP de l'OMC, passé selon la procédure adaptée, conformément aux articles L.2123-1, R.2123-1 et R.2123-4 du Code de la commande publique. Ce marché est passé par application des dispositions de l'annexe 3 du code de la commande portant sur les services sociaux et autres services spécifiques mentionnés aux articles L. 2113-15 et R. 2123-1 du code de la commande publique. Cette annexe mentionne que les marchés portant sur les Services sanitaires, sociaux et connexes des codes CPV 85000000-9 à 85323000-9 [Services de santé et services sociaux] peuvent être passés sur une procédure adaptée quel que soit leur montant.

3) Objet du marché :

Le présent marché porte sur l'exploitation et la gestion de deux multi accueils sur deux sites distincts (Vivonne et Iteuil - 86). Ils sont destinés à l'accueil régulier ou occasionnel à partir du 1er janvier 2026

Le présent marché public de services n'est pas alloté mais comporte deux options.

☒ **OPTION 1**

- Le Titulaire fournit les couches.

☒ **OPTION 2**

- Le Titulaire assure l'entretien courant, le nettoyage quotidien sur les deux sites en informant la communauté de communes des protocoles mis en place.

4) Durée d'exécution du marché :

Le marché public de services est conclu pour une durée d'une (1) année à compter 1^{er} janvier 2026 et sera conduit par tacite reconduction pour deux périodes d'une année sans que la durée totale du marché n'excède trois (3) ans, soit 36 mois.

5) Conditions de participation :

Sélection des candidatures

Les candidats qui ne peuvent pas soumissionner à un marché public en application des articles L.2141-1 à L.2141-6, R.2142-1 à R.2142-4 du Code de la commande publique, ou qui, après mise en œuvre des dispositions précédentes produisent un dossier incomplet ne sont pas admis à participer à la suite de la procédure.

En application des articles R2143-3 et R2143-4 et suivants du code de la commande publique, le dossier comprendra les renseignements suivants :

- Lettre de candidature : document permettant d'attester que le signataire des documents peut d'engager l'entreprise, ou l'imprimé « Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants » DC1 (ancien DC4).
- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
- Déclarations sur l'honneur :
 - Justifiant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales, ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir, n'a pas fait l'objet au cours des 5 dernières années d'une condamnation inscrite au Bulletin n° 2 du Casier Judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du Code du Travail. Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie des jugements prononcés, ou le formulaire : « Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants » DC1.
 - Que le candidat n'a pas fait l'objet, dans les 5 dernières années, d'une condamnation pour violation aux dispositions légales liées à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.
 - Que le candidat satisfait, au 31 décembre de l'année précédente, à son engagement de considérer les objectifs d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ainsi que sur les mesures à prendre, telles que définies par l'article L.2242-5 du Code du travail. A défaut, elles doivent attester qu'elles ont régularisé leur situation à l'égard de la loi à la date du dépôt de leur candidature.
 - La déclaration du candidat (imprimé DC2).
 - Une attestation d'assurance en cours de validité où figureront les montants maxima couverts.

Le prestataire ajoutera tout document complémentaire qu'il jugera bon d'insérer.

En cas de groupement, les justifications précitées devront être produites par chaque membre du groupement. L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale.

Tous les moyens de certifications sont régis par les articles R 2144-1 à 7 du Code de la commande publique.

1. *Situation juridique :*

Les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 et DC2 « déclarations des candidats »¹ (si le candidat ne communique pas le formulaire DUME), dans leur dernière version pour attester des différents éléments ci-dessous :

Les candidats établis ou domiciliés hors de France produiront tout document ou déclaration sur l'honneur attestant de leur régularité au regard des règles nationales énoncées ci-dessous ou, le cas échéant, au regard de règles d'effet équivalent aux règles nationales énoncées ci-dessous :

☒ Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat en application des articles L. 2142-1 et R. 2142-1 et suivant du Code la commande publique :

- Formulaire DUME en format xml et pdf (formulaire à la disposition des candidats sur en format xml et pdf (formulaire à la disposition des candidats sur en format xml et pdf (formulaire à la disposition des candidats sur <https://marches-securises.fr> et généré automatiquement lors de la réponse sur <https://marches-securises.fr>) remplaçant le DC1 et le DC2 ;

¹ Ces documents et le cahier des clauses administratives générales sont disponibles auprès des organismes suivants : - Direction des journaux officiels

<http://www.journal-officiel.gouv.fr/>

- site Internet de la Direction des affaires juridiques

http://www.minefi.gouv.fr/themes/marches_publics/index.htm

- Une lettre de candidature (ou DC1) - en cas de groupement cette lettre sera signée du mandataire et de chacun des membres du groupement

- La déclaration du candidat (ou DC2), daté et signé pour justifier qu'il ne fait l'objet d'aucune interdiction de concourir conformément aux dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141-6 du Code de la commande publique (si le candidat ne communique pas le formulaire DUME).

Une déclaration sur l'honneur justifiant : que le candidat n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne ; que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir, que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Les candidats établis ou domiciliés hors de France produiront tout document ou déclaration sur l'honneur attestant de leur régularité au regard des règles nationales énoncées ci-dessus.

☒ Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la société ;

☒ La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire ;

☒ Les attestations d'assurances civiles.

NB : Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

2. Capacité économique et financière - références requises :

☒ Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles. Description de la société et de ses partenaires financiers (capital, filiales, amont, aval, implantations, effectifs, etc...).

3. Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

☐ Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.

☒ La présentation d'une liste des services en cours d'exécution ou exécutés au cours des 3 dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

☒ La preuve des capacités professionnelles peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

☒ Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 5 dernières années. Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

6) Critères d'attribution : Critères énoncés dans le règlement de consultation.

7) Délai de validité des offres : 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

8) Date limite de réception des offres : vendredi 10 octobre 2025 à 12h00.

9) Adresse à laquelle les documents peuvent être obtenus :

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint, le retrait des DCE est autorisé à l'adresse électronique suivante : <http://www.marches-securises.fr> et les offres doivent être envoyées par voie électronique à l'adresse : <http://www.marches-securises.fr>.

10) Date d'envoi du présent avis à la publicité : 01^{er} septembre 2025.